Israël est un Etat d’apartheid dans lequel la population non juive, en particulier la population arabe, est défavorisée et où les Arabes sont des citoyens de seconde zone, affirment régulièrement les opposants à l’Etat juif.



© MKR photoscene.ch

Outre les différents groupes terroristes palestiniens et islamistes qui, soutenus par l’Iran, combattent Israël par les armes, il existe également un groupe qui tente de le faire par l’exclusion économique, scientifique et culturelle.

Ce groupe s’appelle « Boycott, Désinvestissement et Sanctions » (BDS), conformément à son credo. Il vise l’existence même d’Israël en exigeant l’application de boycotts aussi larges que possible, le retrait des investissements étrangers d’Israël et l’imposition de sanctions contre l’État juif.

Les boycotts ne portent pas seulement sur les produits des entreprises israéliennes, mais aussi, par exemple, sur l’interdiction pour les artistes israéliens ou les productions artistiques israéliennes (par exemple les films) de participer à des manifestations artistiques internationales ou d’y être présentés. De même, aucune

collaboration avec des chercheurs israéliens ne doit avoir lieu dans le domaine scientifique et universitaire.

De nombreux représentants du mouvement BDS nient le droit à l’existence d’Israël, comme son fondateur Omar Barthouti, qui a déclaré : « Nous sommes définitivement opposés à un État juif dans toute partie de la Palestine ».

Dans son rapport devant le Congrès américain , l’ancien analyste du terrorisme Jonathan Schanzer a mis en évidence les liens financiers et personnels de l’organisation BDS avec des soutiens du Hamas.

Le mouvement BDS a été créé en 2005 par des organisations palestiniennes et est aujourd’hui actif dans de nombreux pays occidentaux, avec des comités de soutien locaux. Ceux-ci sont généralement composés de représentants de la gauche politique. Au niveau international, on connaît surtout le soutien apporté au BDS par le musicien de Pink Floyd Roger Waters, qui a fait parler de lui lors de ses précédents concerts pour sa propagande ouvertement antisémite.

En Suisse, les soutiens les plus connus du mouvement BDS sont le conseiller national socialiste genevois Carlo Sommaruga, l’ex-conseiller national grison Andrea Hämmerle (également du PSS), l’ex-conseiller national vert et président de l’association Suisse-Palestine Geri Müller, l’ancien journaliste de télévision Erich Gysling et le cinéaste Samir, issu d’une famille irakienne.

Actions BDS interdites dans de nombreux pays

Avec son appel à boycotter tout ce qui provient de l’État juif d’Israël et ses autocollants « Don’t buy – n’achetez pas ! », le mouvement BDS rappelle les appels antisémites des nazis allemands. En 1933, avant que ne commencent les véritables persécutions contre les Juifs, l’Allemagne avait appelé à boycotter les magasins juifs avec la revendication « N’achetez pas aux Juifs !

Les campagnes BDS sont donc considérées comme antisémites par le gouvernement et le parlement en Allemagne, en Autriche et en République tchèque, entre autres. En France, des représentants de BDS ont été condamnés par la justice pour avoir lancé des appels en vertu de la norme pénale antiraciste. En Angleterre, le gouvernement conservateur a interdit à toutes les institutions soutenues par les pouvoirs publics de faire la promotion de BDS.

Aux États-Unis, le gouvernement fédéral et le Congrès américain, ainsi que les gouvernements et les parlements de nombreux États, ont également pris des mesures contre BDS. Par exemple, en 2015, le président de l’époque, Barack Obama, a signé une loi exigeant que les campagnes BDS soient explicitement rejetées dans les accords de libre-échange avec l’UE. Au niveau parlementaire, des résolutions contre le boycott d’Israël ont été adoptées dans les deux chambres (Sénat et Chambre des représentants).

Trente-sept des cinquante États américains ont désormais adopté des lois ou des règlements visant à lutter contre le BDS et à empêcher les appels au boycott d’Israël. Ainsi, il a été interdit aux fournisseurs du secteur public d’entretenir des relations commerciales avec des entreprises qui soutiennent le BDS ou d’autres boycotts d’Israël.